



03 11 2013

**MONSIEUR LE REDACTEUR EN CHEF DU JOURNAL**

**« SOIR D'ALGERIE »**

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir insérer dans le prochain PERISCOOP la réponse ci après de l'ONA, à l'auteur de l'article tendancieux sur les « boues polluées » paru le mercredi 30 octobre 2013 :

« L'Office National de l'Assainissement a eu l'in vraisemblable surprise de découvrir, en la forme- d'un droit de réponse!!-, l'intrusion, sur le thème des boues polluées, dans le PERISCOOP du Soir d'Algérie du 30/10/2013, d'un certain Pr Ouardas, auto proclamé « expert international, hébergé à l'université de Grenoble (France) ».

Cet illustre et non moins inconnu « expert international » semble totalement étranger au domaine (boues) qu'il a traité. La publication de son article dans une revue scientifique spécialisée aurait soulevé, sans nul doute, outre l'hilarité, une indignation générale.

Le toujours illustre inconnu informe (l'ONA) et les lecteurs, qu'il aurait eu « l'occasion de visiter durant l'été les stations d'épuration, dont nombre d'elles sont presque abandonnées » pour constater « que les boues ne sont pas traitées et sont particulièrement dangereuses. Il aurait fait faire des analyses par ses étudiants en magister ».

C'est évidemment du délire. L'illustre professeur semble rentrer statistiquement dans la case de la majorité de la population d'un pays occidental totalement non douée pour la géographie. C'est une étude sérieuse qui l'affirme.

A l'évidence le « professeur » doit certainement, pour avoir « inventé » une visite en Algérie et des analyses fictives (l'accès dans les stations d'épuration, parce que ce sont des points sensibles, est réglementé et l'ONA n'a pas trace de la visite du Pr et de ses étudiants), vivre dans un monde imaginaire et évoluer dans un espace virtuel. Tout prêté à le penser et son article incongru, indigeste et « très léger » ne peut être le fait d'un expert.

Non, Monsieur « l'expert », l'Office National de l'Assainissement (EPIC chargé d'un service public) n'est pas dans « l'imaginaire ». Il a une existence réelle et gère, outre le réseau, **95** stations d'épuration réalisées dans le cadre d'appels d'offres internationaux, par des entreprises de notoriété mondiale. Toutes ces stations fonctionnent, épurent mensuellement 13,25 millions m<sup>3</sup> et appliquent, pour ce qui est des boues, les normes de l'Organisation mondiale de la santé.

Puisque « l'expert » ne semble pas verser dans ce domaine, et pour élargir ses connaissances, il est souligné à son intention, que les boues sont fournies gratuitement et exclusivement aux agriculteurs des Wilayas de Tizi Ouzou, de Biskra, d'El Oued,... qui s'adonnent à l'arboriculture (les boues sont interdites pour les cultures maraichères) dans le cadre de conventions préalablement approuvées par les deux parties.

Le processus de traitement des boues, générées par des eaux domestiques et non industrielles, commence par leur stabilisation (digestion aérobie ou anaérobie) puis elles sont épaissies (pour les débarrasser de leur eau interstitielle ou eau libre), ensuite elles sont conditionnées et déshydratées (pour évacuer l'eau liée) et enfin analysées (pour détecter les éventuels métaux lourds).

Et ce n'est qu'après cette analyse conforme que les boues sont fournies aux agriculteurs spécialisés avec l'obligation pour ces derniers, de procéder à leur épandage durant une vingtaine de jours minimum. Ce n'est qu'après cette dernière étape (contrôlée par l'ONA) que le mélange avec la terre, est opéré.

En conclusion, l'ONA a préféré, au lieu de répondre à la grave diffamation, faire preuve de pédagogie et espère que la leçon a été comprise et assimilée »».